



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Service régional de l'archéologie

Affaire suivie par :  
Emilie GOVAL  
0322973343

emilie.goval@culture.gouv.fr

Références : CP0806852300058-1

**Direction régionale  
des affaires culturelles**

ACTIPOLIS  
14 Avenue de l'Europe  
77144 MONTEVRAIN

À l'attention de Monsieur Benoît DUFFOURS,

Amiens, le 18 avril 2023

**Objet :** Archéologie préventive - Consultation préalable à un projet d'aménagement  
**Références :** ROYE (SOMME), Rue du Vieux Catil - Section cadastrale ZS Parcelles n°1, 2, 3, 5 et 6  
CP0806852300058  
Votre courrier du 7 avril 2023  
Livre V du Code du patrimoine

Monsieur,

Vous m'avez transmis un dossier relatif au projet visé en référence afin que j'examine s'il est susceptible de donner lieu à des prescriptions archéologiques. Cet envoi constitue une demande d'information préalable au titre de l'article R.523-12 du code du patrimoine.

J'ai l'honneur d'en accuser réception à la date du 11 avril 2023.

Après examen du dossier, je vous informe que, en l'état des connaissances archéologiques sur le secteur concerné, de la nature et de l'impact des travaux projetés, ceux-ci sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique. **Ce projet donnera lieu à une prescription de diagnostic archéologique.**

L'article R.523-14 du code du patrimoine vous donne la possibilité de formuler une demande anticipée de prescription. À compter de la réception de cette demande, je disposerai d'un délai de 1 mois pour vous notifier cette prescription.

J'attire votre attention sur le fait que la demande anticipée de prescription de diagnostic entraîne le paiement de la redevance d'archéologie préventive dès lors qu'elle porte sur une surface égale ou supérieure à 3000 m<sup>2</sup>. Elle est due quelles que soient la nature des travaux et la destination des aménagements projetés. Elle est calculée en application du II de l'article L.524-7 du code du patrimoine en prenant en compte la surface de la zone sur laquelle porte la demande de diagnostic archéologique. Pour l'année 2023, son montant s'élève à 0,64 € par m<sup>2</sup> (arrêté du 21 décembre 2022 portant fixation du taux de la redevance d'archéologie préventive).

Mes services se tiennent à votre disposition pour vous apporter toutes les informations que vous jugerez utiles.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet de la région Hauts-de-France,  
et par délégation,  
Pour le directeur régional des affaires culturelles,  
et par subdélégation  
Le conservateur régional de l'archéologie

Jean-Luc COLLART

Service régional de  
l'archéologie

Affaire suivie par :  
Emilie GOVAL  
0322973343

emilie.goval@culture.gouv.fr

Références :

**Fiche Redevance d'archéologie préventive  
si demande volontaire de réalisation de diagnostic**

Livre V du Code du Patrimoine, Titre II, chap.IV,  
L. 524-1 à L. 524-10 et R. 524-1 à R. 524.10

Je soussigné(e), .....

représentant(e) légal(e) de .....

demande, de manière anticipée, la prescription d'un diagnostic archéologique, sans attendre la fin de  
l'instruction préalable aux travaux :

**oui //** **non //**

(Si oui, remplir les rubriques suivantes)

**Localisation :** ROYE, SOMME  
**Surface déclarée dans le dossier :** 268 553 m<sup>2</sup>

Une redevance a-t-elle déjà été perçue sur ces terrains ?

**oui //** **non //**

(Si oui, fournir un justificatif)

**Aménageur :** ACTIPOLIS

**Coordonnées du maître d'ouvrage :**  
(identité, adresse, tél, fax)

**Statut (S.A., Sàrl, Sasu, etc.) :**

**N° SIRET :**

**Nature et destination des travaux projetés :** Rue du Vieux Catil - Section cadastrale ZS Parcelles n°1, 2, 3, 5 et 6

Ce projet est-il soumis à étude d'impact ?

**oui //** **non //**

**Surface définitive déclarée comme base d'imposition :** m<sup>2</sup>  
(voir le code du patrimoine, Livre V notamment l'article L.524-7, II)

Je soussigné(e), certifie l'exactitude des renseignements ci-dessus apportés.

Si les surfaces attestées dans le présent document diffèrent de celles qui seront mentionnées dans l'autorisation administrative correspondant à cette opération, un redressement pourra être adressé au pétitionnaire, à fin de perception d'une redevance complémentaire.

**Date et signature**

**Cachet**